



# Israël-Palestine : l'impossible solution à deux États

Gilles Delafon

Note 65  
Février 2024





L'Institut Thomas More est un think tank libre et indépendant, basé à Bruxelles et Paris. Il est la fois un laboratoire de solutions innovantes, un centre d'expertise et un relais d'influence.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

**Paris**

8, rue Monsigny  
F-75 002 Paris  
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

**Bruxelles**

Avenue Walkiers, 45  
B-1160 Bruxelles  
Tel : +32 (0)2 374 23 13

[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)  
[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)



# **Israël-Palestine : l'impossible solution à deux États**

Cyrille Dalmont

**Gilles Delafon**  
Note 65  
Février 2024

Rapport 29  
Décembre 2023

**Gilles Delafon** est un ancien journaliste, spécialiste des affaires internationales, aujourd'hui consultant en communication stratégique. Correspondant à Beyrouth pendant la guerre du Liban de 1984 à 1988, il est l'auteur de *Beyrouth, les soldats de l'islam* (1989). Grand reporter et éditorialiste au *Journal du Dimanche* de 1989 à 2008, il couvre les crises du Moyen-Orient dont les deux guerres d'Irak et le processus de paix israélo-palestinien. Responsable de l'information de Canal + de 2008 à 2016, il est également l'auteur de *Le règne du mépris. Nicolas Sarkozy et les diplomates 2007-2011* (2012). Diplômé de l'université de Columbia (New York), il est depuis 2016 le président fondateur du cabinet de conseil Lord Jim Consulting •

---

# Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>7</b>
<b>Pas de partenaires pour la paix</b>	<b>9</b>
Une société israélienne qui ne croit plus à la paix	9
Une société palestinienne à bout, un Hamas incontournable	11
<b>Pas de contexte international favorable</b>	<b>15</b>
Les illusions d'Oslo	15
La Russie en embuscade	16
Chine, Turquie, Iran et pays du Golfe	17
Les États-Unis sans solution	18
<b>Pas de territoire viable pour un État palestinien</b>	<b>16</b>
L'essor sans limite des colonies	20
Le casse-tête du découpage de la Cisjordanie	21
Netanyahou et la volonté d'annexion	22
Les colons et le fantôme de la guerre civile	23
Un territoire économiquement étranglé	24
<b>S'affranchir de la « solution à deux États » pour penser la paix</b>	<b>24</b>

---





## Introduction

Dans les jours qui suivirent le 7 octobre, de l'américain Joseph Biden au français Emmanuel Macron, du pape François au russe Vladimir Poutine, des officiels saoudiens aux responsables chinois, des Nations unies à la Ligue Arabe, la quasi-totalité des dirigeants de la planète, tétanisée par la barbarie des assaillants et assommée par l'ampleur du massacre, en appelait à la solution dite des « deux États » – un bel unanimisme pour prôner en fait le recours à ce qu'avait décidé l'ONU dès 1947 et que trente ans de négociations israélo-palestiniennes n'avaient pu accomplir. Les différents responsables politiques souhaitaient d'abord refouler les démons de la haine et de la violence, tempérer la soif inévitable de vengeance et éviter un engrenage infernal embrasant toute le Moyen-Orient. Il s'agissait également de désamorcer cet antagonisme virulent qui gagnait rapidement toute la planète, provoquant notamment une vague d'antisémitisme inédite au vingt-et-unième siècle.

Mais brandir aujourd'hui la « solution à deux États » comme la panacée pour ramener la paix dans la région relève davantage de l'incantation naïve que de la réflexion aboutie, du vœu pieu que de l'ambition assumée. Cette soudaine volonté retrouvée de s'attaquer au dossier israélo-palestinien, affichée dans les tourments d'une émotion sincère, ne traduit en réalité qu'un gigantesque embarras. Il y a dans cette déclaration trop rapide une culpabilité occidentale, moyen-orientale également, et assurément une lassitude planétaire.

Non que la « solution à deux États » ne soit pas bonne. Ce serait la meilleure dans un monde idéal, sans doute... Elle était difficilement réalisable avant le 7 octobre, elle est irréaliste depuis. L'histoire l'a prouvé : signer des accords de paix entre Israéliens et Palestiniens – comme ceux d'Oslo en 1993 – est possible. Leur mise en œuvre est autrement difficile, faute de volonté réelle. Mettre fin en ce début 2024 à une guerre de soixante-quinze ans entre Arabes et Israéliens supposerait un vaste consensus, hors de saison, et quatre impératifs, hors de portée : une capacité palestinienne d'y adhérer, une volonté israélienne de s'y résigner, une détermination farouche des États-Unis d'en garantir la stricte application et un consensus minimum de la communauté internationale. Or, près de quatre mois après le traumatisme et alors que l'opération militaire israélienne à Gaza n'est pas terminée, aucun de ces prérequis n'existe. Au contraire, après l'attaque odieuse du 7 octobre et la légitime riposte d'Israël, la défiance entre les deux peuples a atteint des sommets inégalés, et chacun, quel que soit son camp, sait qu'il va devoir vivre longtemps dans une totale insécurité.

Que cela plaise ou non, il n'est ni responsable, ni crédible, de promouvoir aujourd'hui la « solution à deux États » sans s'être livré préalablement à une évaluation sérieuse de sa faisabilité, sans sonder les mentalités des populations concernées, sans mesurer la réelle détermination des acteurs impliqués, sans intégrer le contexte international extrêmement troublé et, *last but not least*, sans identifier les rares leviers politiques seuls à même de dégager de nouvelles marges de manœuvre pour ramener les protagonistes à la raison. Relancer des négociations sans tirer les leçons des erreurs passées condamne les protagonistes à les reproduire et à échouer de nouveau. Convoquer d'interminables négociations diplomatiques en forme d'alibi pour la galerie, ou au mieux pour les



consciences, ne peut que nourrir les frustrations et repousser des échéances que l'on sait forcément dramatiques.

L'attitude responsable n'est donc pas aujourd'hui de s'accrocher à une idée toute faite et inopérante mais de modifier en profondeur notre manière de pensée pour constater, au besoin, l'impossibilité de parvenir à une solution viable à court terme. Et d'élargir ainsi le périmètre de la réflexion. Rien ne sera possible sans comprendre que la question israélo-palestinienne constitue, comme aucune autre, l'abcès de fixation des tensions planétaires du vingt-et-unième siècle, qu'elles soient politiques, économiques, stratégiques, religieuses ou sociales. Et sans admettre que si depuis des décennies la plus consternante déraison interdit toute solution, c'est parce que la peur et la haine restent les seuls moteurs des différentes illusions.

Au lendemain du 7 octobre, l'historien Henry Laurens, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe et auteur de cinq volumes sur le sujet, jugeait ce problème dorénavant « *insolvable* » et constatait amèrement : « *Les Israéliens ne peuvent voir dans les Palestiniens que leur propre mort et les Palestiniens ne peuvent voir dans les Israéliens que leur propre mort* » (1). Si, comme il est à craindre, Henry Laurens a raison, il convient de s'affranchir de l'illusoire « solution à deux États » pour penser la paix, même lointaine, sans doute très lointaine.

---

(1) Henry Laurens, « Le problème israélo-palestinien était encore soluble dans les années 1990, il ne l'est plus », *Le Figaro*, 24 octobre 2023, [disponible ici](#)





## Pas de partenaires pour la paix

Si l'on essaie d'envisager l'après 7 octobre entre Israéliens et Palestiniens, la première évidence est qu'il n'y a pas aujourd'hui, d'un côté comme de l'autre, de dirigeants à même de dessiner un chemin vers la paix et, à plus forte raison, de se battre pour lui. La guerre actuelle met face à face deux sociétés radicalisées comme jamais sans doute dans l'histoire de ce conflit.

### Une société israélienne qui ne croit plus à la paix

---

Côté israélien, c'est le gouvernement le plus opposé à toute concession aux Palestiniens de toute son histoire qui présidait le 7 octobre aux destinées de l'État hébreu. Vainqueur des élections législatives de novembre 2022, Benjamin Netanyahu a retrouvé son fauteuil de Premier ministre grâce à la formation d'une coalition réunissant outre son parti, le Likoud, deux formations ultra-nationalistes, le Parti Sioniste Religieux et Force Juive : des partis ouvertement racistes et anti-arabes qui réunirent plus de 10% des suffrages en faisant campagne contre toute idée d'un État palestinien (1). Leurs leaders, Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir, sont les représentants controversés des colons israéliens qui occupent la Cisjordanie et revendiquent l'annexion pure et simple de ce territoire palestinien, en violation des accords d'Oslo. Devenu ministre de la Sécurité, Bezalel Somtrich planchait dès l'été 2023 sur un plan visant à expulser les Palestiniens de Cisjordanie vers la Jordanie voisine. Dans son combat contre la « solution à deux États », Smotrich répète que « *le Hamas est un atout* » pour Israël puisqu'il la combat lui aussi, souhaitant la fin pure et simple d'Israël (2).

Il faut comprendre que l'arrivée de ces partis au pouvoir à Jérusalem n'a rien d'un accident. Outre un évident calcul politique de Benjamin Netanyahu, elle traduit un durcissement continu depuis vingt ans de l'ensemble de la société israélienne sur la question palestinienne, face aux assauts répétés du Hamas, qui se traduit notamment par la montée en puissance d'un radicalisme identitaire et religieux aux antipodes du sionisme originel. La quasi-totalité des partis politiques qui composent aujourd'hui la Knesset sont pour l'annexion des territoires palestiniens ou pour le refus de céder sur les colonies.

Ainsi, le départ espéré par beaucoup d'un Netanyahu au sommet de son impopularité n'offre aucune garantie quant à un changement de position de ces derniers sur le projet d'État palestinien. Favori pour lui succéder, l'ancien chef d'État-major et chef du parti centriste Hosen Benny Gantz, qui a rejoint le cabinet d'urgence formé par Netanyahu après le 7 octobre, élude régulièrement la question. Il y serait favorable mais plusieurs membres de son groupe, et non des moindres, y sont farouchement opposés (3). Même Yair Lapid, actuel chef de l'opposition, déclarait le 6 novembre dernier à propos des colonies israéliennes en Cisjordanie : « *Nous ne sommes pas des coloniaux,*

---

(1) « Elections israéliennes : victoire de l'extrême-droite », *Les Echos*, 2 novembre 2022, [disponible ici](#)

(2) Ofer Neiman, « "Hamas is an asset" is the Israeli consensus », *Mondoweiss*, 8 octobre 2015, [disponible ici](#)

(3) « Despite the war in Gaza, talk of a two-state solution persists », *The Economist*, 7 décembre 2023, [disponible ici](#)



*nous vivons sur notre propre terre, notre terre biblique* ». Pour tempérer ses propos, il assurait certes que « *la majorité des Israéliens et moi-même nous sommes favorables à la solution de deux États* » (1), mais deux ans plus tôt le même Lapid, alors ministre des Affaires étrangères, avait affirmé face aux pressions américaines que le gouvernement israélien, dirigé par son allié de droite Naftali Benett, « *ne conclura pas d'accord pour une solution à deux États* » (2).

Le plus significatif de ce basculement tectonique des forces politiques israéliennes est l'effondrement en trente ans des partis dits du « camp de la Paix », ces partis de gauche et du centre qui avaient initiés et signés les accords d'Oslo. Le Parti Travailleiste israélien est ainsi passé de 44 députés en 1992 à 4 sièges en 2022. Quant au Meretz, plus à gauche encore, il est passé de 12 sièges en 1992 à zéro en 2022. L'idée défendue par ces mouvements que la paix amènerait la sécurité a fait long feu sous les coups de boutoirs des attentats terroristes du Hamas. Les tenants de « la sécurité avant tout » ont alors été plébiscités par les électeurs, Benjamin Netanyahu en tête. Ce manque de confiance grandissant de l'opinion israélienne en une solution de cohabitation se traduisait encore dans les tous derniers sondages avant l'attaque du 7 octobre. Un mois plus tôt, en septembre 2023, seuls 35% des Israéliens estimaient qu'une coexistence pacifique serait possible, soit quinze points de moins qu'il y a quinze ans. De leur côté, un peu moins d'un tiers des Palestiniens se disaient favorables à une « solution à deux États » (3).

Une nouvelle tendance qui s'affirme au sein de l'électorat israélien s'éloigne encore un peu plus de cette perspective : celle qui voit les plus jeunes être les plus fervents supporters de la droite la plus dure. A la veille du scrutin législatif de 2022, 46% des 18-25 ans s'affirmaient ainsi de « droite », 16% de centre-droit et 10% de gauche (4). Début 2023, un autre sondage indiquait que 73% des 18-34 ans s'affirmaient de droite, contre seulement 46% des plus de 65 ans. Les plus jeunes se montraient également davantage opposés que leurs aînés à la création d'un État palestinien, rejetant le projet à 68% – une évolution liée notamment au taux de natalité plus important chez les ultra-orthodoxes qui constituent les bataillons d'électeurs de l'extrême droite religieuse. Autre facteur déterminant pour les scrutins à venir, le vote des jeunes russophones nés en Israël mais issus de parents arrivés de Russie à la chute du mur de Berlin. 310 000 d'entre eux étaient pour la première fois en mesure de voter en 2022. Si jusque-là leurs aînés réservaient leurs voix à l'ultra-nationaliste Avigdor Lieberman, originaire de Moldavie, ces jeunes ont préféré faire porter leurs suffrages sur le nationalisme religieux incarnée par Belazel Smotrich. A eux seuls, ils constituent 13% de son électorat contre 5% pour leurs parents. Cette adhésion au projet national religieux de l'extrême droite s'expliquerait notamment par une quête d'identité. En effet, un tiers des israéliens russophones n'étant pas reconnus comme « juifs » par le rabbinat (5).

---

(1) « "Nous vivons sur notre terre biblique" : Lapid, membre de l'opposition israélienne, veut aussi maintenir la colonisation », *Le Figaro*, 6 novembre 2023, [disponible ici](#)

(2) « Israël : le gouvernement Bennett ne conclura pas un accord pour une solution à deux États », Agence Anadolu, 20 août 2021, [disponible ici](#)

(3) Andrés A. Smaller, « Quels scénarios pour l'avenir d'Israël et des Palestiniens ? », *Tribune de Genève*, 22 octobre 2023, [disponible ici](#)

(4) Lily Galili, « Israel elections: Increasingly far-right youth gives an insight into future », *Middle East Eye*, 26 octobre 2022, [disponible ici](#)

(5) Claire Porter Robbins, « How Israeli youth helped usher in the farthest right-wing government ever », *Vox*, 23 février 2023, [disponible ici](#)



Il est trop tôt pour évaluer l'impact politique en Israël du 7 octobre. La réaction prime aujourd'hui encore sur la réflexion, la passion sur la raison et « l'après » demeure bien abstrait. A l'évidence, toutefois, un point de non-retour semble atteint qui condamne toute idée de simple cohabitation avec les Palestiniens. Certes, dans ce chaos les tenants de la paix tentent de faire entendre leurs voix. Qu'elles émanent d'ONG, d'organisation de défense des droits de l'Homme, d'anciens militaires ou d'ex-diplomates, toutes dressent le constat d'échec du tout sécuritaire, du fiasco de Benjamin Netanyahu et de ses alliés. Mais sans grand écho, tant l'alternative politique ne semble pas animée par le désir de faire de la « solution à deux États » sa priorité. Pour le peuple israélien, seul véritable maître du jeu, l'argument est à ce jour proprement inaudible. Et encore pour longtemps.

## **Une société palestinienne à bout, un Hamas incontournable**

---

Côté palestinien, au matin du 7 octobre, les trois différentes entités géographiques que sont Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est, étaient sous le contrôle de deux partis politiques à couteaux tirés, le Fatah et le Hamas. Ces deux mouvements partagent pourtant une pratique très étendue de la corruption et une illégitimité démocratique assumée puisque les électeurs palestiniens n'ont pas élu un député depuis 2006 et qu'ils n'ont pas pu participer à une élection présidentielle depuis 2008... Président du Fatah et chef de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas soutient le projet prévoyant la création d'un État palestinien aux côtés de l'État israélien, et est à ce titre l'interlocuteur palestinien de la diplomatie américaine. Le Hamas, lui, rejette catégoriquement la « solution à deux États » et prône toujours la destruction d'Israël, comme l'a répété début 2024 l'un de ses responsables, Khaled Meshaal, pour qui le 7 octobre a prouvé que libérer la Palestine « *de la rivière à la mer* » (donc sur tout le territoire de l'état hébreu) était une idée réaliste (1). Ce mouvement islamiste est classé comme organisation terroriste par les États-Unis. Cette division entre partis palestiniens dure depuis près de vingt ans. Depuis que l'élection en 2005 à la présidence de l'Autorité Palestinienne de Mahmoud Abbas ait été suivie un an plus tard aux législatives par la victoire de son grand rival Ismail Haniyeh, chef du Hamas. Pour la première fois, un parti islamiste qui prône ouvertement la destruction d'Israël s'imposait face à l'Autorité palestinienne.

Respectueux du verdict des urnes, Mahmoud Abbas fait dans un premier temps d'Ismail Haniyeh son Premier ministre. Mais la cohabitation ne dure pas. Rapidement les rivalités entre les deux partis tournent aux affrontements armés. En 2007, au terme d'une guerre civile qui fait plus de six cents morts, le Hamas chasse le Fatah de la bande de Gaza et y installe un gouvernement palestinien parallèle. Mahmoud Abbas ne maintient plus son Autorité Palestinienne que sur la seule Cisjordanie d'où il expulse alors les derniers combattants du Hamas. La division politique des Palestiniens devient également territoriale : la Cisjordanie contre Gaza.

---

(1) Gianluca Pacchiani, « Hamas bigwig rejects 2-state solution, says Oct. 7 'revived dream to free Palestine' », The Times of Israël, 23 janvier 2024, [disponible ici](#)



Mahmoud Abbas a depuis reporté un à un tous les scrutins prévus et s'est mis peu à peu à truster toutes les institutions : la présidence, le conseil législatif, le conseil national, la direction du parti et l'autorité judiciaire. Le tout, en violation des règles de séparation des pouvoirs prévue par les statuts de l'Autorité palestinienne. S'enfermant derrière son autorité de façade, il a de même écarté ou marginalisé ses potentiels successeurs au sein du Fatah, comme en 2016 les très populaires Mahmoud Darlan – exilé aux Émirats arabes unis – et Marwan Barghouti – emprisonné à vie en Israël – pour ne garder autour de lui que des hommes liges. Conséquence : à la veille du 7 octobre, 80% des Palestiniens estimaient que l'Autorité palestinienne était corrompue et que son effondrement serait une bonne chose (1). La corruption y est à ce point endémique que, nommé en 2013 sous la pression des bailleurs de fonds pour faire le ménage, le Premier ministre Salem Fayad est débarqué au bout de quelques mois par Mahmoud Abbas lui-même. Une constante puisque récemment encore, en juin 2023, deux responsables d'une ONG palestinienne étaient arrêtés par la police de l'Autorité Palestinienne après avoir publié un rapport dénonçant différents trafics (2). Face à ces dérives, ces dernières années plusieurs donateurs échaudés, Arabie Saoudite et États-Unis en tête, ont considérablement réduits leurs aides financières, appauvrissant d'autant la population de toute la Cisjordanie.

De son côté, le gouvernement israélien n'a pas fait grand-chose pour renforcer l'Autorité Palestinienne, sa partenaire en Cisjordanie. Il a récemment refusé – contre l'avis des États-Unis – de lui verser d'importantes recettes fiscales attendues par la population (3). Une position intenable pour Mahmoud Abbas et les siens qui au cours de l'année 2022 ont pourtant fait arrêter plus de 500 palestiniens pour des actes anti-israéliens, apparaissant du même coup comme le simple sous-traitant d'Israël méprisé par son employeur (4). A 88 ans, Mahmoud Abbas est désormais un vieux leader isolé et rejeté par une majorité de Palestiniens, puisque 60% d'entre eux souhaiteraient le voir partir. Un président qui n'a rien fait pour préparer sa succession, encourageant inévitablement les luttes fratricides entre factions et qui n'a aucun pouvoir sur Gaza. C'est pourtant sur une Autorité Palestinienne « revitalisée » que dit vouloir miser l'administration Biden pour gérer Gaza dans le futur (5). Ce qui signifie une Autorité palestinienne sans le Hamas, cela va sans dire. Une telle équation paraît toutefois impossible. Dès ses premiers échanges avec les diplomates américains, le Premier ministre de l'actuelle Autorité palestinienne, Mohammed Shtayyeh, leur a dit clairement son souhait de voir le Hamas inclus au processus (6).

En quinze ans de règne à Gaza, le Hamas a mis son territoire en coupe réglée. S'appuyant sur la loi islamique, il a écarté ou liquidé les opposants, pourchassé les journalistes et verrouillé toutes les structures militaires. Désignée comme organisation terroriste par l'Union européenne et les États-

---

(1) Ghaith al-Omari, « The Palestinian Succession Crisis », *Foreign Affairs*, 16 mai 2023, [disponible ici](#)

(2) Mohammad Al-Kassim, « NGO Report Exposes Corruption Within President Abbas' Inner Circle Prompting PA Backlash », *The Media Line*, 19 juin 2023, [disponible ici](#)

(3) Carrie Keller-Lynn, « Ben Gvir bloque les versements de l'AP sur les comptes de cantine des prisonniers », *The Times of Israël*, 2 novembre 2023, [disponible ici](#)

(4) Patrick Wintour, « Corrupt, discredited : could a reformed Palestinian Authority run Gaza ? », *The Guardian*, 27 novembre 2023, [disponible ici](#)

(5) « Israël-Hamas : Biden appelle à réunifier Gaza et la Cisjordanie "sous une Autorité palestinienne revitalisée" », *BFM*, 18 novembre 2023, [disponible ici](#)

(6) « L'AP dit travailler avec Washington à l'après-guerre à Gaza, pour y inclure le Hamas », *The Times of Israël*, 8 décembre 2023, [disponible ici](#)

Unis, le mouvement islamiste a bénéficié de financements importants depuis la Turquie, le Qatar et l'Iran. Il serait aujourd'hui assis sur un trésor de guerre approchant les 300 millions de dollars (1). Une fortune essentiellement mise à profit pour s'armer et construire des tunnels militaires sous son territoire. Récit complotiste et antisémite, la charte du Hamas adoptée en 1988 contient plusieurs appels clairs à la destruction d'Israël, le parti islamiste se voulant « *l'un des épisodes du jihad mené contre l'invasion sioniste* ». En 2017, le mouvement présente un nouveau texte de principes généraux et politiques tout aussi virulent, estimant la création d'Israël « *totalelement illégale* ». Deux nouveaux articles sèment toutefois la confusion qui soulignent que l'établissement d'un État palestinien souverain et indépendant « *est une formule de consensus national* » (2).

Une confusion dont le parti islamiste entend jouer pleinement. Un mois après l'attaque du 7 octobre, son chef Ismail Haniyeh déclarait ainsi depuis le Qatar où il est réfugié : « *nous sommes prêts à des négociations politiques pour une solution à deux États avec Jérusalem comme capitale de la Palestine* » (3). Il était contredit début janvier 2024 par le chef du Hamas pour la diaspora, Khaled Meshaal, estimant que la « *solution à deux États ne peut être acceptée* » et réclamant l'établissement d'un État palestinien sur la terre d'Israël (4).

La « solution à deux États » n'est pas non plus la priorité du chef du Hamas à Gaza, Yaya Sinwar. Âgé de 61 ans, surnommé « le boucher de Khan Younes » du nom du camp palestinien où il a vu le jour, Sinwar a passé plus de vingt ans dans les prisons israéliennes pour avoir exécuté de ses mains 12 collaborateurs palestiniens. Interrogé par le Shin Beth israélien pendant sa détention, il a raconté par le menu avec moult détails et sans le moindre remord, comment il avait étranglé l'une de ses victimes avec un keffieh, ou contraint une autre à creuser sa propre tombe (5). Libéré au terme d'un échange de prisonniers en 2006, parlant hébreu couramment et ayant dévoré les biographies des grands personnages historiques israéliens, redoutable et déterminé, manipulateur et calculateur, froid et imprévisible, Sinwar s'est rapidement hissé à la tête du mouvement. Qualifié de « psychopathe » par les enquêteurs qui l'ont approché, il est prêt à tout, à commencer par sacrifier sa propre population, pour atteindre son but qui est l'établissement d'un « *État islamique du Nil à l'Euphrate* » (6).

Trompant les Israéliens pendant des mois, c'est lui qui a planifié, organisé et supervisé l'exécution de l'opération terroriste du 7 octobre. Il s'est appuyé pour cela sur son chef militaire Mohammed Deif, le stratège du Hamas. Longtemps ennemi numéro un du Shin Beth israélien, Deif dirige les brigades Ezzedine Al-Qassam et a échappé à huit tentatives d'assassinat dont il porte les séquelles physiques. Le « succès » du 7 octobre a conféré un nouveau statut aux militaires, donc à Sinwar qui apparaît depuis la guerre comme seul vrai chef du mouvement face aux politiques exilés. Les

---

(1) Gianluca Pacchiani, « Far from Gaza hardships, Hamas chief and family enjoy easy life in Qatar », *The Times of Israël*, 17 octobre 2023, [disponible ici](#)

(2) « Est-il vrai que la charte du Hamas fixe comme objectif la destruction de l'Etat d'Israël ? », *Libération*, 14 octobre 2023, [disponible ici](#)

(3) Gianluca Pacchiani, « As IDF advances in Gaza, Hamas chief Haniyeh claims to seek 'political negotiations' », *The Times of Israël*, 2 novembre 2023, [disponible ici](#)

(4) « Meshaal: Hamas rejects 'two-state solution' ? », *Middle East Monitor*, 18 janvier 2024, [disponible ici](#)

(5) Chaim Levinson, « Hamas Leader Yahya Sinwar's Confession Transcript, Reexamined Amid a War He Started », *Haaretz*, 8 novembre 2023, [disponible ici](#)

(6) Ayelett Shani, « 'Sinwar Told Me: One Day I'll Be in Power - and You'll Be the One Interrogated' », *Haaretz*, 15 décembre 2023, [disponible ici](#)



pour parler menés à Doha au Qatar pour la libération des otages israéliens l'ont clairement mis en lumière quand les chefs politiques du Hamas ont dû confier penauds que c'était désormais lui qui décidait de tout (1). Le cabinet de guerre israélien ne s'y est pas trompé pour qui l'objectif affiché « d'éradiquer le Hamas » passe clairement par l'élimination physique de Yaya Sinwar et de Mohammed Deif.

Défait militairement, le Hamas le serait-il pour autant politiquement ? Après un mois de bombardements intensifs sur Gaza, un premier sondage réalisé par un institut arabe révélait que les trois quarts des Palestiniens soutenaient l'opération lancée le 7 octobre (13% seulement étaient contre). 98% d'entre eux disaient ressentir une « grande fierté » en tant que Palestiniens (2). La fiabilité d'un tel sondage peut être interrogée, certes, mais le Hamas a incontestablement gagné en popularité en Cisjordanie, surtout depuis qu'il a obtenu la libération d'importants groupes de prisonnières palestiniennes (3). Au Liban, chez les jeunes réfugiés des camps palestiniens sa popularité ne fait que croître depuis octobre (4). Toutefois, une véritable opposition au Hamas demeure à Gaza où, en juillet 2023, des opposants avaient investi les rues pour protester contre le régime de pauvreté et de terreur imposé par le mouvement islamiste (5). Cette colère a été accentuée par la punition collective infligée par Israël depuis le 7 octobre. Des journalistes de la chaîne qatari pro-Hamas Al Jazeera en quête de témoignages en ont fait les frais en étant pris à partie en direct par des Gazaouis criant leur colère contre le mouvement islamiste (6).

A l'évidence toutefois, miser sur la disparition pure et simple du Hamas est une erreur. Qui alors pour incarner la future direction palestinienne souhaitée ? Tous les sondages plébiscitent Marwan Barghouti, l'ancien chef de la branche armée du Fatah, âgé de 64 ans. Celui en qui certains veulent voir un Mandela palestinien est emprisonné depuis plus de vingt ans en Israël, après avoir été condamné à perpétuité pour attentats et participation à une organisation terroriste (7). Très actif depuis sa cellule, Barghouti est perçu depuis plusieurs années par les observateurs et les diplomates comme le seul capable d'incarner un avenir politique pour les Palestiniens, à plus forte raison au lendemain du 7 octobre. Respecté par toutes les parties, il est à l'origine en 2006 du « document d'entente nationale des prisonniers » signé entre les dirigeants emprisonnés du Fatah, du Jihad islamique, du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) et du Hamas pour assurer l'unité politique palestinienne et appelant à la création d'un État palestinien sur les frontières de 1967 (8). Son programme pour reconstruire l'OLP, présenté dix ans plus tard, fait appel clairement à un « nouveau partenariat » avec le Hamas.

---

(1) Jean-Philippe Rémy et Hélène Sallon, « Pourquoi Yahya Sinwar, l'inflexible chef du Hamas, est le maître du jeu à Gaza », *Le Monde*, 27 novembre 2023, [disponible ici](#)

(2) Dahlia Scheindlin, « Three-quarters of Palestinians Support Hamas' Attack on October 7, Says New Poll. Why? », *Haaretz*, 22 novembre 2023, [disponible ici](#)

(3) « In the West Bank, Release of Prisoners Deepens Support for Hamas », *The New York Times*, 29 novembre 2023, [disponible ici](#)

(4) Noé Pignède, « "La seule solution, c'est la guerre" : dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban, le Hamas monte en puissance chez les jeunes », *France Info*, 15 novembre 2023, [disponible ici](#)

(5) « Thousands take to streets in Gaza in rare public display of discontent with Hamas », *AP*, 30 juillet 2023, [disponible ici](#)

(6) « Gaza resident criticizes Hamas on Al Jazeera, reporter turns away and ignores him », *The Jerusalem Post*, 15 novembre 2023, [disponible ici](#)

(7) Sabine Syfuss-Arnaud, « Ce que les Palestiniens pensent vraiment du Hamas », *Challenges*, 28 octobre 2023, [disponible ici](#)

(8) « Le document d'entente nationale », *Le Figaro*, 11 septembre 2006, [disponible ici](#)



Avec ou sans Barghouti, il ne sera pas possible de négliger le poids politique du Hamas. « *La guerre a conféré au Hamas un statut qu'aucun futur leader palestinien ne pourra ignorer* », estimait en novembre l'un des éditorialistes d'*Haaretz* (1). L'interlocuteur palestinien « revitalisé » que souhaitent voir émerger l'administration américaine et certains de ses alliés pour bâtir le futur n'aura probablement pas la couleur politique souhaitée par ces derniers. La population palestinienne aussi s'est radicalisée : 63% des Palestiniens soutiennent désormais la résistance armée plutôt que la négociation pacifique pour mettre fin à l'occupation (2). Si elle devait majoritairement adhérer au projet à deux États, ses exigences territoriales pourraient bien être incompatibles avec les propositions qui leur seraient faites.

## Pas de contexte international favorable

A première vue, l'unanimité de la plupart des États de la planète à prôner désormais la « solution à deux États » comme voie à un règlement du conflit pourrait paraître une source d'espoir. Mais, si les plus grandes puissances répètent à l'envi ce slogan qui n'engage à rien, elles n'en sont pas moins en désaccord total sur les modalités. D'ailleurs, il n'y a pas – ou plus – de communauté internationale structurée pour appuyer un tel projet. Rarement les tensions diplomatiques n'ont été aussi élevées que depuis février 2022, date du début de la guerre en Ukraine, suscitant un climat qualifié parfois de « nouvelle guerre froide » au vu des postures anti-occidentales de nombreux régimes autoritaires.

### Les illusions d'Oslo

---

Le contexte diplomatique n'a aujourd'hui rien de commun avec celui beaucoup plus apaisé de 1993 qui vit la signature, sous les auspices des États-Unis, des accords d'Oslo entre Israéliens et Palestiniens. A l'époque, le mur de Berlin était tombé quatre ans plus tôt, l'Amérique s'affichait triomphante et sans rival, l'URSS était morte et la Russie n'existait pas encore, la Chine se montrait silencieuse et la Turquie atlantiste, l'Iran était à genoux et les pays arabes muselés.

D'une certaine façon, les accords d'Oslo furent d'abord le fruit de cette époque : un autre temps où l'administration américaine souhaitait rééquilibrer sa diplomatie envers les pays arabes, en s'attaquant au dossier palestinien après l'humiliation militaire qu'elle avait infligé la même année à l'Irak de Saddam Hussein. Autre élément déterminant, et qui reste unique à ce jour : c'est par la contrainte que le président George Bush (le père) et son secrétaire d'État James Baker imposèrent au Premier ministre israélien Ytzhak Shamir de participer à la Conférence de paix de Madrid en 1991, sous peine de bloquer dix milliards de dollars d'aide américaine à Israël. Or sans le rendez-

---

(1) Zvi Bar'el, « Hamas Is Part of the New Palestinian Ethos That Israel Can't Change », *Haaretz*, 17 novembre 2023, [disponible ici](#)

(2) Marwan Muasher, « The Greater Goal in Gaza », *Foreign Affairs*, 15 janvier 2024, [disponible ici](#)



vous de Madrid, il n'y aurait pas eu d'accords d'Oslo. Pourtant à l'époque déjà, l'espoir était démesuré. Le cérémonial de la signature des accords de paix sur la lumineuse pelouse de la Maison Blanche, le 13 septembre 1993, avec la symbolique poignée de mains entre les ennemis de toujours, le palestinien Arafat et les Israéliens Rabin et Peres, masquait une réalité beaucoup plus nuancée. En fait, tout restait à faire, il n'était même pas alors question d'État palestinien. Beaucoup de questions essentielles étaient laissés de côté, comme le retour des réfugiés palestiniens ou le statut de Jérusalem.

Le décalage de perception était évident entre des Palestiniens persuadés qu'ils allaient obtenir une terre et des Israéliens qui ne négociaient qu'un transfert provisoire de responsabilité sur un territoire limité. Les Palestiniens s'attachaient ainsi surtout aux attributs symboliques de la souveraineté comme le drapeau ou la Présidence, ceux de la future Autorité palestinienne. Sur le fond, ils ne signaient en fait qu'un mémorandum commun qui prévoyait que les deux parties devaient bâtir ensemble un réseau de coopérations qui mènerait vers l'objectif recherché, les deux États. La mise en œuvre a échoué, ce réseau n'a jamais pu être bâti, rapidement plombé par les renoncements israéliens et le terrorisme palestinien. En septembre 2023, à l'occasion du trentième anniversaire des accords d'Oslo, l'un de ses principaux architectes du texte final, le négociateur israélien Yossi Beilin, reconnaissait avec le recul « *une énorme erreur* ». L'arrêt des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie palestinienne n'avait pas été clairement signifié dans l'accord, expliquait-il. Le Premier ministre, le travailliste Ytzhak Rabin, ne souhaitait pas que l'arrêt de la colonisation apparaisse comme une concession faite aux Palestiniens, pour ne pas braquer une partie de l'électorat israélien. Selon Beilin, Ytzhak Rabin demanda à sa délégation de convaincre les Palestiniens de ne pas évoquer trop précisément ce point. Ces derniers acceptèrent et le texte ne mentionne seulement d'une phrase sibylline que « les deux parties ne prendront pas d'initiative qui aurait un impact sur l'accord permanent ». Lorsque trois ans plus tard, Benjamin Netanyahu devient Premier ministre, après l'assassinat d'Ytzhak Rabin, il relance la colonisation en Cisjordanie. A la gauche qui lui reproche alors de violer les accords d'Oslo signés sur la pelouse de la Maison Blanche, il rétorque : « Dites-moi où c'est écrit ! » (1)

## La Russie en embuscade

---

Même si la « solution à deux États » a connu un début d'existence sur le papier grâce aux toutes dernières négociations de 2009/2014 traçant les contours possibles d'un territoire palestinien, trente ans plus tard l'environnement géopolitique est autrement plus conflictuel. Le séisme du 7 octobre et ses suites à Gaza ont ainsi vu s'affirmer un « Sud Global » dénonçant parfois violemment le soutien occidental à Israël et le peu de considérations pour les souffrances palestiniennes. L'occasion pour ces pays de dénoncer un « deux poids, deux mesures » et de réveiller les fantômes de l'anticolonialisme (2).

---

(1) Tovah Lazaroff, « Oslo: How hope for Israeli-Palestinian peace turned into despair », *The Jerusalem Post*, 23 septembre 2023, [disponible ici](#)

(2) « Guerre Israël-Hamas : Riyad dénonce le "deux poids, deux mesures" de la communauté internationale », *L'Orient-Le Jour*, 11 novembre 2023, [disponible ici](#)



La Russie de Vladimir Poutine qui y a aussitôt vu une opportunité pour affaiblir la détermination occidentale en Ukraine a travaillé à renforcer l'axe anti-occidental passant par Ankara, Téhéran et Pékin (1). Bien qu'au moins seize de ses ressortissants aient été tués le 7 octobre (2), Moscou n'a pas clairement condamné l'attaque du Hamas, rompant avec un alignement sur Israël pourtant inauguré par Vladimir Poutine lui-même. La diplomatie russe n'a même jamais prononcé le mot « terroriste », et vingt jours plus tard elle recevait officiellement une délégation du Hamas à Moscou pour discuter des otages russes détenus à Gaza (3).

Dans le même temps, la Russie s'est bien gardée de dénoncer les bombardements répétés de la chasse israélienne détruisant les aéroports de son allié syrien, à Damas et Alep. Comme pour signifier que le contact demeure avec le gouvernement de Benjamin Netanyahu dont Vladimir Poutine a longtemps été très proche. Moscou se place ainsi idéalement en potentiel arbitre, conservant aussi bien des liens avec Israël qu'avec la direction du Hamas.

La « solution à deux États », Vladimir Poutine est pour. Deux semaines à peine après l'attaque du 7 octobre, Pékin affirmait même travailler conjointement avec Moscou pour y parvenir (4). Il est clair toutefois que la conception que ces deux capitales de l'axe anti-occidental ont de la solution n'est pas la même que de Washington.

## Chine, Turquie, Iran et pays du Golfe

---

Si la Chine s'est en effet empressée de rappeler l'urgence d'une « solution à deux États », elle a surtout dénoncé la « punition collective » infligée aux Palestiniens et appelé à un cessez-le-feu (5). Pékin, qui l'été dernier recevait le président palestinien Mahmoud Abbas et invitait à son tour Benjamin Netanyahu, entend désormais jouer un rôle diplomatique à la mesure de son poids économique. Le rapprochement qu'elle a discrètement orchestré au printemps dernier entre l'Arabie Saoudite et l'Iran a surpris toutes les chancelleries et donné le ton de sa nouvelle ambition dans la région.

Du côté de la Turquie, le rapprochement avec Israël entamé par le président Erdogan a connu un coup d'arrêt brutal. Retenant d'abord ses coups le 7 octobre pour appeler à la désescalade, le président Erdogan a dès la riposte militaire israélienne pris fait et cause pour les Palestiniens, qualifiant le Hamas de « groupe de libérateurs » et Israël « d'État terroriste » (6).

En leader de « l'axe de la résistance à Israël », l'Iran lui se frotte les mains. Premier financier du Hamas et donc initiateur de fait de la séquence actuelle, la République islamique se paie le luxe

---

(1) Jean-Sylvestre Mongrenier, « Israël, l'Occident et le chaos : l'heure des affirmations souveraines a sonné », Institut Thomas More, Note d'actualité 89, octobre 2023, [disponible ici](#)

(2) Anna Borshchevskaya, « Russia's Relationship with Hamas and Putin's Global Calculations », The Washington Institute, 6 novembre 2023, [disponible ici](#)

(3) Benoît Vitkine, « De Russie, le Hamas exclut toute libération des otages sans cessez-le-feu », *Le Monde*, 27 octobre 2023, [disponible ici](#)

(4) « China and Russia plan to work together for a two-state solution for Israel and the Palestinians », AP, 20 octobre 2023, [disponible ici](#)

(5) Frederik Kelter, « China takes cautious approach to diplomacy over Israel-Gaza war », Al Jazeera, 6 novembre 2023, [disponible ici](#)

(6) Elie Saikali, « Le rapprochement entre la Turquie et Israël à l'épreuve du conflit à Gaza », France 24, 21 novembre 2023, [disponible ici](#)



d'affirmer qu'elle ne souhaite pas l'extension du conflit (1). Début 2024, Téhéran n'avait pas encore pleinement jeté dans la bataille le Hezbollah libanais et ses dizaines de milliers de combattants massés à la frontière d'Israël. Mais déjà, les rebelles yéménites Houthis armés par ses soins tiraient des missiles sur les cargos et tankers s'engageant en mer Rouge impactant d'autant le commerce international et contraignant les États-Unis à constituer une armada internationale. Convié dès le mois de novembre à Ryad à un sommet des pays arabes sur Gaza, une première, l'Iran est clairement en train de gagner sa place à la table des futures négociations (2).

Les pays du Golfe, eux, ont découvert qu'ils avaient un peu rapidement fait une croix sur les Palestiniens en signant pour certains des accords de paix séparés avec Israël. Comme les accords d'Abraham en 2020, impliquant les Émirats Arabes Unis, le Bahreïn, le Soudan. L'Arabie Saoudite qui s'apprêtait à signer un traité identique en passant par pertes et profits la question palestinienne, a été contrainte du coup de suspendre *sine die* ses pourparlers avec Israël (3). Quant aux voisins arabes immédiats, Jordanie et Égypte, ils ont rapidement écarté l'idée de faire partie d'une force commune pour prendre en charge la sécurité à Gaza à l'issue du conflit. Tous deux refusent absolument d'accueillir des milliers de réfugiés palestiniens qui menaceraient le fragile équilibre politique de leurs régimes.

## Les États-Unis sans solution

---

Dans ce contexte planétaire agité par l'émergence de nouvelles puissances diplomatiques particulièrement actives, les États-Unis auront clairement à faire à forte partie s'ils entendent gérer seuls l'instauration d'une « solution à deux États » – même forts de leur relation privilégiée avec Israël. D'autant que dorénavant la question palestinienne divise comme jamais l'opinion publique américaine. Un sondage publié en novembre 2023 pointait une baisse du soutien à Israël et voyait la majorité des sondés soutenir l'instauration d'un cessez le feu (4). Le débat fait des victimes jusqu'au sein des prestigieuses universités de la Ivy League et voit la jeunesse démocrate dénoncer l'alignement du président Biden sur les positions israéliennes, menaçant du même coup sa réélection en 2024. Début décembre 2023, un tiers seulement des Américains soutenaient sa politique. Chez les démocrates, les jeunes électeurs plus sensibles aux souffrances des Palestiniens étant de plus en plus nombreux à désapprouver son soutien à l'offensive de Benjamin Netanyahu (5).

Le 8 décembre, le veto mis par les seuls États-Unis à l'adoption par le Conseil de Sécurité de l'ONU d'une résolution appelant à un cessez le feu humanitaire a davantage encore isolé le président américain. Après avoir appelé Israël à ne pas répéter les « erreurs » commises par Washington lors de sa riposte aux attentats du 11 septembre 2001, Jo Biden ne s'est limité qu'à des appels à

---

(1) « Guerre Israël-Hamas : l'Iran met en garde contre une extension du conflit si la trêve ne dure pas », BFM, 23 novembre 2023, [disponible ici](#)

(2) « Arabie saoudite : un sommet consacré à Gaza organisé », France Info, 12 novembre 2023, [disponible ici](#)

(3) « Attaque du Hamas: l'Arabie saoudite suspend ses discussions sur un rapprochement avec Israël », *L'Opinion*, 14 octobre 2023, [disponible ici](#)

(4) « US Public Support for Israel Drops; Majority Backs a Ceasefire », US News, 15 novembre 2023, [disponible ici](#)

(5) Matt Berg, « Poll: A third of Americans approve of Biden's Israel-Hamas response », Politico, 8 décembre 2023, [disponible ici](#)

davantage de retenue à Gaza, appels restés sans effets (1). Une constante puisque l'administration américaine s'est révélée incapable en trente ans d'obtenir ne serait-ce qu'un simple arrêt de la colonisation en Cisjordanie. Son alignement constant sur les positions israéliennes réduit considérablement sa marge de manœuvre face à l'émergence d'une alliance anti-occidentale, inexistante en 1993. Même plusieurs pays d'Amérique latine et d'Afrique ont pris leurs distances avec Israël. Et depuis les accords d'Oslo, 138 des 193 membres des Nations Unies ont officiellement reconnu « l'État de Palestine ».

A ce stade, il paraît quasi impossible pour Washington de parrainer une « solution à deux États » décente, face à un front de soutien aux Palestiniens qui exigera d'Israël des concessions territoriales impossibles à satisfaire au regard de son opinion publique. A l'issue de la guerre en cours, la Chine, la Russie, la Turquie et l'Iran ne manqueront pas de rappeler quelle est la réalité du droit international concernant les frontières du futur État palestinien et ne se satisferont pas d'un accord à trois signé en bout de table. Début 2024, l'approche diplomatique américaine reste confinée à un cadre dépassé. Pour sortir de l'impasse, Washington entend désormais apporter à Israël une paix avec l'Arabie saoudite en échange d'un simple « sentier » pour l'établissement d'un État palestinien (2). Un projet qui, de surcroît, entend écarter l'Iran de toute solution finale alors que la République islamique a largement démontré – et démontre encore – l'étendue de sa capacité de nuisance.

Véritable gifle, la réponse de l'État hébreu à ce projet américain ne sait pas fait attendre : « *les Israéliens ne sont pas en mesure aujourd'hui de parler d'un processus de paix avec les Palestiniens* », a rapidement prévenu le président israélien Isaac Herzog, pourtant issu de la gauche (3). Benjamin Netanyahu a lui été plus direct en affirmant qu'il « *s'opposait à l'établissement d'un État palestinien dans n'importe quel scénario d'après-guerre* », ajoutant : « *Israël doit garder le contrôle sécuritaire de tout le territoire à l'est du Jourdain* » (4). Ses ministres proches des colons, Itamar Ben Gvir et Belazel Smotrich, ont quant à eux estimé que leur gouvernement devait « *encourager l'émigration* » de la population de Gaza (5). Le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian pouvait alors avec un cynisme gourmand dresser ce constat évident : « *La seule chose qu'Israël et l'Iran aient en commun, c'est qu'ils ne croient pas en une solution à deux États* » (6).

---

(1) Brett Samuels, « Biden warns Israel not to repeat mistakes of US response after 9/11 », The Hill, 18 octobre 2023, [disponible ici](#)

(2) Tovah Lazaroff, « Sullivan: Israel-Saudi deal, Palestinian state achievable in near term », *The Jerusalem Post*, 17 janvier 2024, [disponible ici](#)

(3) Lazar Berman, « In Davos, next to photo of Kfir Bibas, Herzog says Israelis unable to think about peace talks now », The Times of Israël, 18 janvier 2024, [disponible ici](#)

(4) Adrien Jaulme, « Joe Biden craint de payer au prix fort son soutien à Israël », *Le Figaro*, 18 janvier 2024, [disponible ici](#)

(5) Jillian Kestler-D'Amours et Ali Harb, « Biden under pressure to act amid new fears of 'ethnic cleansing' in Gaza », Al Jazeera, 2 janvier 2024, [disponible ici](#)

(6) « Opposing two-state solution only thing Iran and Israel have in common: Iranian FM », Al Arabiya, 11 décembre 2023, [disponible ici](#)

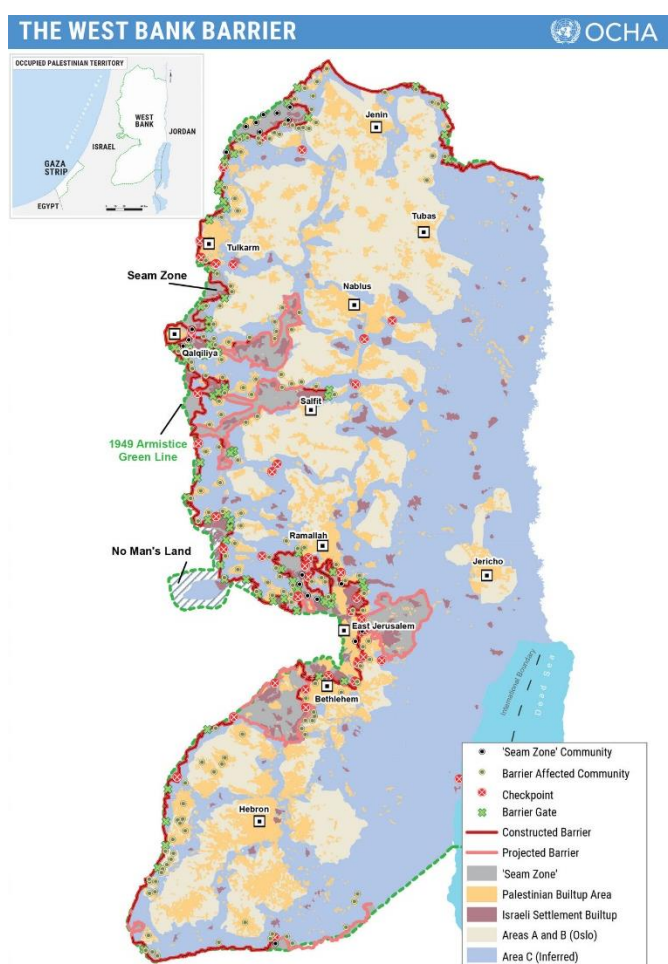


## Pas de territoire viable pour un État palestinien

La question du territoire figure au cœur du débat sur la « solution à deux États ». C'est sur ce sujet précis que butèrent les dernières négociations officielles de 2007 et 2014, celui des frontières du futur État palestinien réunissant la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est. Première difficulté, ces trois entités ne sont pas reliées entre elles. Mais surtout, un simple coup d'œil à la cartographie la plus récente permet de le constater, l'installation ces dernières années de nouvelles colonies de peuplement israéliennes -avec les bouleversements démographiques qu'elles impliquent- rendent quasiment impossible de tracer les limites d'un État palestinien viable.

### L'essor sans limite des colonies

« *Trop tard* », affirmait dès 2019 l'éditorialiste Gideon Levy, évoquant déjà « *une occasion manquée* » : « *il n'est plus possible désormais de créer un État normal indépendant pour les Palestiniens, précisait-t-il. Israël ne voudra jamais d'une solution à deux États et la communauté internationale se refuse à admettre cet échec. Les colons israéliens ont gagné, ils ont créé une situation irréversible* » (1). Environ 650 000 colons israéliens vivent actuellement dans 279 implantations à travers la Cisjordanie et Jérusalem-Est, aux côtés de 2 800 000 Palestiniens. Les trois quarts de ces colons vivent en Cisjordanie, où la colonisation entamée après la conquête du territoire par Israël en 1967 a connu une accélération constante quel que soient les gouvernements israéliens. Entre 2012 et 2022 la population des colons israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est est passée de 520 000 à



Source. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, décembre 2022

(1) « Gideon Levy in Brussels: "Too late for two-state solution of Israeli-Palestinian conflict" », Press Club Brussels, 2 avril 2019, [disponible ici](#)

plus de 700 000, selon les chiffres des Nations-Unies **(1)**. 147 des 279 implantations où ils sont installés sont illégales du point de vue même de la loi israélienne.

Ces constructions sont régulièrement dénoncées par la communauté internationale. La résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en décembre 2016, condamna la poursuite de la colonisation israélienne en dénonçant des « *mesures visant à modifier la composition démographique, le caractère et le statut du territoire palestinien occupé* » et mettant en danger la « solution à deux États ». Fait exceptionnel, l'adoption de cette résolution avait été rendue possible par l'abstention des États-Unis qui renoncèrent pour la première fois à y mettre leur veto **(2)**. Cette décision historique provoqua la colère d'Israël et les observateurs y virent la revanche d'un Barak Obama quittant le pouvoir. Pendant ses deux mandats, en effet, le président américain avait subi les affronts répétés d'un Benjamin Netanyahu déjà Premier ministre d'Israël – la pire humiliation ayant été réservée à son vice-président, un certain Jo Biden qui, en visite en Israël en 2010 pour dénoncer la poursuite de la colonisation, eut à subir, sur place, l'annonce très officielle par le gouvernement israélien de la construction de 1 600 logements supplémentaires à Jérusalem-Est **(3)**.

## **Le casse-tête du découpage de la Cisjordanie**

---

Pour ajouter à la complexité, le territoire de la Cisjordanie où cohabitent 465 000 colons israéliens et 2 800 000 Palestiniens est aujourd'hui divisé en trois zones distinctes. Les défunts accords d'Oslo avaient créé ces « zones de contrôle » pour pouvoir initier un transfert progressif de l'autorité militaire sur ces territoires, des Israéliens vers les Palestiniens : cohabitent ainsi la zone A, contrôlée exclusivement par l'Autorité Palestinienne, la zone B au contrôle partagé entre l'Autorité palestinienne et l'armée israélienne, et la zone C entièrement contrôlée par l'armée israélienne.

La zone A s'étend sur 18% de la Cisjordanie et comporte les principales villes arabes (Naplouse, Jénine, Tulkarem, Bethléem, Qalqilya, Jéricho) et 80% de la superficie d'Hébron. Elle est administrée par les Palestiniens et les citoyens israéliens n'y ont pas accès. La zone B couvre 22% de la Cisjordanie, elle comporte 440 villages palestiniens mais aucune colonie israélienne. Elle est administrée conjointement par les Israéliens et les Palestiniens. Véritable casse-tête, ces deux zones A et B, où vivent quelques 2,8 millions de Palestiniens, sont constituées de 165 enclaves qui n'ont pas de continuité territoriale et qui font ressembler leur carte tachetée à une véritable peau de tigre. Quant à la zone C, elle représente 60% de la Cisjordanie et se trouve peuplée essentiellement de colons israéliens. Ils sont près de 300 000 alors qu'ils n'étaient que 1 000 en 1972, aux côtés d'environ 200 000 palestiniens. C'est tout ou partie de cette zone C, actuellement sous contrôle total de l'armée israélienne, qui devait être transférée aux Palestiniens au terme des accords d'Oslo interrompus par l'échec du processus de paix.

---

**(1)** « Human Rights Council Hears that 700,000 Israeli Settlers are Living Illegally in the West Bank », Nations Unies, 28 mars 2023, [disponible ici](#)

**(2)** « Colonisation israélienne : la résolution de l'ONU adoptée, les États-Unis s'abstiennent », *Le Figaro*, 23 décembre 2016, [disponible ici](#)

**(3)** « Israel Humiliates Biden », *The Atlantic*, 9 mars 2010, [disponible ici](#)



L'octroi de cette zone C aux Palestiniens, ainsi que le statut de Jérusalem-Est, figurait jusqu'en 2008 au cœur des négociations sur la « solution à deux États ». Mais, ni l'initiative de Paix Arabe du prince saoudien Abdallah en 2002, ni la résolution 1397 des Nations unies la même année appelant à l'instauration d'une « solution à deux États » pour ramener la paix, ni la Conférence d'Annapolis aux États-Unis en novembre 2007, ne permirent d'aboutir. Ni même le coup de poker tenté en 2008 par le Premier ministre israélien Ehud Olmert : une offre secrète faite à Mahmoud Abbas de lui céder toute la Cisjordanie, moins 6,3% annexés par Israël et une tutelle internationale sur la ville de Jérusalem. Pressé de céder, le leader palestinien refusa.

Quant aux dernières tentatives de règlement, en 2014, elles butèrent notamment sur les *land swap*, les fameux « échanges de territoires » : le gouvernement israélien ne pouvant évacuer 300 000 colons des territoires annexés, il proposa à l'époque de céder en échange des villages palestiniens situés sur son territoire à la frontière avec la Cisjordanie, pour les rattacher au futur État palestinien et l'agrandir d'autant. Si une « solution à deux États » devait être remise sur les rails à l'issue du conflit actuel, ces fameux *land swap* pourraient constituer le cœur des débats.

## Netanyahou et la volonté d'annexion

---

Nous employons le conditionnel car depuis les dernières négociations il y a près de dix ans, la colonisation a non seulement encore progressé mais le gouvernement Netanyahou en a fait une « priorité absolue » dans le but avoué d'empêcher la création d'un État palestinien. Dès sa nouvelle accession au pouvoir en 2022, la construction de nouvelles implantations s'est accélérée, aussitôt dénoncée par l'Union européenne qui rappelait que celles-ci sont « illégales » et qu'elles « sapent la perspective d'une solution à deux États » (1).

Plus préoccupant encore, en juillet 2023 le leader nationaliste Bezalel Smotrich, ministre des Finances, fait fuiter les grandes lignes d'un futur projet pour la Cisjordanie, approuvé par Benjamin Netanyahou (2). Invoquant des « *considérations de sécurité nationales* » et fort d'un portefeuille qui couvre la gestion de ce territoire, il veut désormais permettre de détruire des bâtiments palestiniens en zone A et B alors que cette mesure ne s'appliquait jusque-là qu'en zone C (3). Smotrich va plus loin encore : il encourage clairement les Palestiniens à partir et par différentes mesures entame une annexion *de jure* de ce qui, à ses yeux, demeurent avant tout les territoires bibliques de la Judée et de la Samarie. Un plan conçu dès 2007 et dans lequel il proposait aux Palestiniens d'acquérir certains droits – pas tous – à condition de jurer fidélité à Israël et de servir dans l'armée. Faute de quoi, ils n'auraient qu'à partir. « *L'objectif de Smotrich est clair : un déplacement à grande échelle du peuple palestinien qui s'apparente à un crime de guerre* », soulignait cinq jours avant l'assaut du Hamas l'ancien envoyé spécial du président

---

(1) « 2022 Report on Israeli settlements in the occupied West Bank, including East Jerusalem (January-December 2022) », Office of the European Union Representative of West Bank and Gaza Strip, 25 mai 2023, [disponible ici](#)

(2) « Smotrich préconise la démolition des constructions palestiniennes des zones A et B », The Times of Israël, 20 juillet 2023, [disponible ici](#)

(3) Hagar Shezaf, « Smotrich Says Plans to Allow Israel to Demolish Construction in Palestinian-controlled West Bank », *Haaretz*, 19 juillet 2023, [disponible ici](#)

Obama au Moyen Orient, Martin Indyk (1). Ce dernier ne l'a pas démenti qui, fin décembre, appelait les Palestiniens de Gaza à quitter la bande de terre à feu et à sang pour laisser la place aux Israéliens qui pourraient « *faire fleurir le désert* » (2).

## Les colons et le fantôme de la guerre civile

---

Parallèlement, depuis l'été 2023, des colons israéliens armés multiplient les attaques contre des bédouins palestiniens, saisissant des terres en zone B et contraignant parfois ceux-ci à quitter leurs maisons. Entre septembre 2022 et septembre 2023, le nombre de tués palestiniens au cours d'affrontements en Cisjordanie est le plus élevé depuis que les Nations unies y tiennent des registres. Après l'attaque terroriste du 7 octobre, le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir fait distribuer des fusils d'assaut aux colons (3). La violence s'aggrave encore, poussant Jo Biden à faire interdire l'octroi de visas américains aux colons israéliens extrémistes (4).

Davantage que celle des colonies, c'est bien la question des colons (4,1% de la population israélienne) qui pèse sur la « solution à deux États ». Si la grande majorité d'entre eux pourrait demeurer sur place au terme d'échanges de territoires avec les Palestiniens puisque 400 000 vivent au bord de la frontière avec Israël, un nombre important, disséminés çà et là, devraient toutefois être expulsés de leurs implantations illégales. L'avocat Daniel Seidemann, conseiller du ministre britannique des Affaires Étrangères David Cameron, estimait en décembre qu'il faudrait déplacer 200 000 colons pour être en mesure de créer un État palestinien viable (5). Un scénario d'autant plus impossible que ce sont les plus durs, ceux disposant d'armes, qu'il faudrait déloger, et que ceux-ci décideraient de se battre, déclenchant de *facto* une guerre civile israélienne. La violence des colons avait déjà contribué à l'échec des accords d'Oslo quand, le 25 février 1994, Baruch Goldstein, un américano-israélien installé à Kyriat Arba, était entré dans la mosquée Ibrahim d'Hébron à l'heure de la prière et avait mitraillé les fidèles palestiniens, faisant 29 morts et plus de 100 blessés avant d'être maîtrisé et battu à mort. Près de trente ans plus tard, un pèlerinage annuel est toujours organisé par des colons ultra-nationalistes autour de la tombe de leur « héros », à l'initiative d'Itamar Ben Gvir, aujourd'hui ministre du gouvernement Netanyahu.

La situation de la bande de Gaza, évacuée par les derniers colons israéliens en 2005, est à part puisque jusqu'au 7 octobre elle constituait de fait un territoire palestinien. Mais un territoire coincé entre Israël au nord et l'Égypte au sud, sans réelle viabilité économique puisque seuls 17 000 de ses 2 millions et demi d'habitants étaient autorisés à venir travailler en Israël.

---

(1) Martin Indyk and Zeid Ra'ad Al Hussein, « What a Saudi-Israeli Deal Could Mean for the Palestinians », *Foreign Affairs*, 2 octobre 2023, [disponible ici](#)

(2) N. Doukhi, « Multiplication des appels d'officiels israéliens au départ "volontaire" des Gazaouis », *L'Orient-Le Jour*, 2 janvier 2024, [disponible ici](#)

(3) Jeremy Sharon, « Distribution of 300 assault rifles to West Bank civilian security squads underway », *The Times of Israël*, 24 octobre 2023, [disponible ici](#)

(4) Laura Kelly, « US announces visa bans for Israeli 'extremist settlers' in West Bank », *The Hill*, 12 mai 2023, [disponible ici](#)

(5) Patrick Wintour, « Two-state solution would mean relocating 200,000 settlers, says Israeli lawyer who has David Cameron's ear ? », *The Guardian*, 17 décembre 2023, [disponible ici](#)



## Un territoire économiquement étranglé

---

C'est là d'ailleurs que réside l'ultime difficulté à la création physique d'un État palestinien : sa viabilité. Au fait d'être géographiquement divisé en trois entités différentes sans *continuum* géographique, s'ajoute l'étranglement économique évident d'un futur État palestinien. Qu'il s'agisse de la monnaie, des recettes fiscales, des canaux commerciaux, de l'énergie, de l'accès aux ressources ou des marchés du travail, tous les attributs de la viabilité économique sont dominés par Israël, constate ainsi l'économiste palestinien Raja Khalidi : « *Il n'est donc plus crédible d'affirmer qu'un État palestinien indépendant pourrait voir le jour* », explique-t-il, lui qui depuis vingt ans planchait sur la planification d'une « économie nationale » palestinienne dans le cadre de la configuration à deux États **(1)**.

Le constat qu'impose l'examen géographique, politique et économique, de la Cisjordanie et de Gaza, pour ne rien dire de Jérusalem-Est, est ainsi qu'il n'y a pas dans les circonstances actuelles de territoire disponible viable pouvant constituer un État palestinien dans le cadre d'une « solution à deux États ».

## S'affranchir de la « solution à deux États » pour penser la paix

Alors que la guerre livrée par Israël au mouvement terroriste Hamas entre dans son cinquième mois, une analyse objective de la « solution à deux États » pour résoudre le conflit israélo-palestinien ne peut donc que conclure à la non-viabilité d'un tel projet. Parce qu'il n'y a pas de volonté, ni de la part de la population israélienne, ni de la part de sa classe politique, de soutenir une telle solution pour ramener la paix. Depuis le 7 octobre, l'heure est au rejet massif. Il n'y a pas non plus de volonté de la population palestinienne, souvent galvanisée par le combat du Hamas. Il n'y a pas non plus de capacités au sein de sa classe politique où l'heure reste aux luttes mortifères. Parce qu'il n'y a pas non plus de contexte international favorable, qui verrait les grandes puissances de l'heure unies autour d'un même plan. Aucun consensus minimal ne rassemble une communauté internationale fracturée comme jamais. La bienveillance de l'administration américaine actuelle face aux différents refus israéliens l'empêche de peser sur les termes d'un règlement. Joseph Biden mise sur le départ de Benjamin Netanyahu qui, lui, mise sur l'arrivée au pouvoir de Donald Trump en novembre prochain. Parce qu'il n'y a pas ou plus de territoire disponible à même de constituer un État palestinien viable. A peine de quoi créer un canton croupion assiégé qui ne ferait que générer davantage de frustrations. Que les lubies extrémistes de déplacements forcés des Palestiniens vers la Jordanie ou l'Égypte ne feraient que retarder une nouvelle explosion et se heurteraient au droit international.

---

**(1)** Raja Khalidi, « La solution à deux États passe aussi par celle à deux économies », *L'Orient-Le Jour*, 24 novembre 2023, [disponible ici](#)



Face à un tel constat le plus préoccupant est ailleurs. Il est dans le fait que s'en remettre à une solution à laquelle personne ne peut croire, empêche de penser. S'attacher à cet unique modèle de solution, par pur conformisme, ne permet pas d'envisager d'autres possibilités, de concevoir d'autres schémas, de considérer d'autres calendriers. Or, c'est en partant paradoxalement du constat de cette impossibilité que la diplomatie doit entamer sa réflexion, en admettant qu'il n'y a pas à court terme de solution viable, plutôt que d'entretenir un mythe dangereux, en prenant acte de l'incapacité évidente des différents acteurs à pouvoir – ou à vouloir – mettre un terme au conflit, et en reconnaissant que maintenir cet état de guerre est pour beaucoup l'assurance de leur survie politique. Seul le courage de d'affronter ces réalités permettrait d'avancer.

C'est une vision à long terme qui doit guider les protagonistes. A très long terme même, puisqu'à l'évidence le scénario le plus probable pour les années à venir reste celui d'un lent pourrissement de la situation. D'une dégradation des conditions sécuritaire et humanitaire, avec d'inéluctables pics de violence. De négociations internationales qui s'enlisent dans une impasse. D'un nouveau *statu quo*, donc, comme celui qui prévalait avant le 7 octobre.

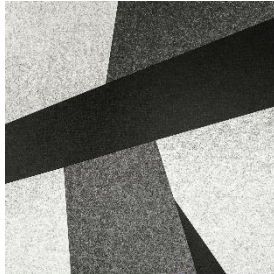
La situation, appelée à se pérenniser, est bien celle de deux peuples vivant sur une même terre disputée, mais dont l'un des deux détient de fait les pouvoirs politiques et économiques. Résultat : après plus de soixante d'occupation israélienne, l'État binational est en train de devenir chaque jour davantage une réalité dans les faits, sur l'ensemble du territoire. Que se passerait-il en effet si les Palestiniens, attestant l'impossibilité d'avoir leur État, renonçaient à leur statut de réfugiés et réclamaient les mêmes droits que les Arabes israéliens, aujourd'hui deux millions (21% de la population), dans le but de faire reconnaître une situation « d'apartheid » déjà dénoncée par différentes organisations militantes qui multiplient les recours juridiques auprès des instances internationales ?

C'est à un scénario de ce type que la communauté internationale devrait travailler et anticiper. Curieusement, aucune des autres solutions potentielles pour résoudre le conflit ne sont envisagées, comme la constitution d'une confédération (avec ses cantons) ou celle d'un État unique binational. Des solutions de cohabitation inaudibles à ce jour, mais qui ne sont pas plus irréalisables à terme que celle « à deux États ». Leurs promoteurs rappellent qu'à l'heure du plan de partage de 1947, certains militants sionistes avaient promu l'idée d'un État binational et que la philosophe Hannah Arendt la défendait encore au moment même de la création d'Israël en 1948.


La solution à deux États étant impossible, c'est à un changement radical de « *manière de voir* » que les promoteurs d'une solution de paix doivent procéder, pour balayer plus largement toutes les possibilités. En commençant par jouer davantage des moyens de pression à leur disposition et cesser d'abord de financer ce conflit. Mais en admettant également que rien ne sera possible dans l'immédiat parce que le temps de la paix n'est pas le temps politique. Les historiens le savent mieux que quiconque : le conflit le plus long de l'histoire, qui opposa les Espagnols aux Arabes, dura plus de huit cents ans.

# Publications récentes


Retrouvez toutes nos publications sur [www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)



**L'Occident : une civilisation et une réalité géopolitique à l'épreuve**  
Jean Sylvestre Mongrenier  
Note d'actualité 90  
11 mai 2022




**La stratégie énergétique européenne aura-t-elle raison de l'écosystème numérique européen ?**  
Cyrille Dalmont  
Rapport 35  
Janvier 2022



**Performance énergétique et isolation des bâtiments : vrais défis et fausses pistes**  
Noé Morin  
Note de l'observatoire 2222  
2022



**Quelle stratégie européenne face aux investissements chinois ?**  
Laurent Amelot  
Note de l'observatoire 2222  
2022



**Israël, l'Occident et le chaos : l'heure des affirmations souveraines a sonné**  
Jean Sylvestre Mongrenier  
Note d'actualité 93  
10 octobre 2022



**Macron au Liban : un reniement sans précédent**  
Gilles Delafon  
Note d'actualité 94  
10 novembre 2022



**Stratégie de sécurité économique de l'Union européenne : enjeux, lacunes et fragilités**  
Laurent Amelot  
Note d'actualité 94  
10 novembre 2022




**Le pari algérien d'Emmanuel Macron : illusions, risques et erreurs**  
Xavier Driencourt  
Note 15  
10 mai 2022



**Quand l'état de droit cède à l'état voyou : le cas Olivier Vandecasteele et le traité belgo-irlandais**  
Mer Raphaël Collinet  
Note d'actualité 95  
4 juin 2022



**Genèse et rôle des porte-avions dans la géopolitique de la Chine**  
Hugues Eukéline  
Note 41  
15 mai 2022



**Le statu quo dans le détroit de Taiwan peut-il se maintenir ?**  
L. Amelot, Ch.-E. Detry et E. V. Grillon  
Note 42  
4 avril 2022




**Construire « plus » et « mieux » de logements en France : c'est possible**  
Sébastien Lave  
Rapport 24  
17 mai 2022



**La guerre d'Ukraine un an après : l'Occident a-t-il besoin d'une grande stratégie**  
Jean Sylvestre Mongrenier  
Note d'actualité 95  
10 septembre 2022



**Le rapprochement entre Taiwan et les pays d'Europe centrale et orientale : concilier effet de bascule et logique de puissance**  
Laurent Amelot  
Note 53  
10 septembre 2022



**Défense, numérique, industrie : Poser des actes de souveraineté au service de la France**  
C. Dalmont, S. Lave et J.-S. Mongrenier  
Note 59  
10 septembre 2022



**Immigration - Propositions pour une politique intégrale**  
Jean-Thomas Lesueur  
Rapport 27  
10 septembre 2022

Programme  
**Enjeux internationaux**

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques internationales et géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, février 2024

